

Sélection de publications,

Etats-Unis : Défense et politique étrangère

SEPTEMBRE 2012

Maya Kandel, IRSEM, chargée d'études, Etats-Unis / Relation transatlantique.

- **CQ Weekly**, Frank Oliveri, "Wiggle Room for Cuts?", Aug. 4, 2012

<http://public.cq.com/docs/weeklyreport/weeklyreport-000004138012.html>

Le Congrès n'ayant toujours rien fait, la séquestration est plus d'actualité que jamais ! Cet article a le mérite de rappeler les dispositions prises d'ores et déjà par les parlementaires pour protéger le budget du Pentagone si la séquestration devait avoir lieu, ou au moins si elle devait entrer en vigueur quelques mois avant que le Congrès ne parvienne à un nouveau compromis susceptible de préserver le budget défense. Ainsi par exemple, le budget opérations (OCO) proposé par le président était surévalué selon plusieurs experts, et il a été encore « boosté » par Daniel Inouye, sénateur clé aux appropriations – or ce poste budgétaire est préservé de la séquestration. Autre rappel utile de l'article, le Congrès a en fait toute latitude pour rediriger les fonds entre les divers postes budgétaires du département de la Défense (*reprogramming*, processus de routine en cours d'année pour les fonds du Pentagone). Enfin, l'auteur estime que la Maison blanche comme le Congrès devraient envisager la séquestration non comme une hache mais comme un scalpel, en particulier pour le Pentagone, qui finance chaque année un nombre de programmes bien supérieur à ce qu'il peut espérer mener (financer) à terme.

- **Brookings Institution**, Peter W. Singer, Brendan Orino, "The Cracked Crystal Ball: The Problem with Predicting Defense Jobs and Sequestration", 31/07/2012

<http://www.brookings.edu/research/articles/2012/07/31-defense-sequestration-singer-orino>

Toujours sur le thème de la séquestration, cet article de deux spécialistes de la Brookings tente une analyse dépassionnée et surtout plus vraisemblable des conséquences en termes d'emplois aux Etats-Unis d'une coupe de 50 milliards sur le budget du DoD. Les auteurs démontrent de manière convaincante que les pronostics alarmistes récents (plus d'un million d'Américains perdant leur emploi) sont très largement surévalués et doivent être replacés dans la perspective des propos de campagne électorale... Beaucoup de chiffres précis, une analyse plus sérieuse que ce qu'on peut lire le plus souvent en ce moment.

- **CQ Weekly**, Joseph J. Schatz, "The Leader and the Pack", Aug. 25, 2012

<http://public.cq.com/docs/weeklyreport/weeklyreport-000004144057.html>

Très bon papier qui se penche sur les nouvelles dynamiques au sein du parti républicain : l'article revient en effet sur la montée de l'influence des républicains du Congrès, avec une utile comparaison avec les années 2000 où l'initiative était clairement du côté de la Maison Blanche, au point que Bush

avait pu prendre le contrepied des parlementaires républicains sur plusieurs questions. Difficile d'imaginer pareilles prises de position aujourd'hui, où le candidat du parti a cru bon de sélectionner Paul Ryan, l'idéologue du Congrès comme colistier, contre toutes les analyses habituelles sur le « bon choix du ticket ». Mais comme le rappelle l'auteur, « le cœur idéologique du parti républicain ne se trouve pas au QG bostonien de Romney mais sur la colline du Capitole ».

- **Foreign Affairs**, Thomas Wright, "Outlaw of the Sea", August 7, 2012

<http://www.foreignaffairs.com/articles/137815/thomas-wright/outlaw-of-the-sea>

Article sur une question qui devrait revenir à l'ordre du jour dans le courant du mois de décembre 2012, au sujet de la ratification de la Convention de l'ONU sur le droit de la mer, jusque là attendue éventuellement pour la session *lame duck* du Congrès (la session post-élections du Congrès sortant, avant l'intronisation en janvier 2013 du nouveau Congrès issu des élections de novembre prochain). L'auteur revient sur l'opposition à la ratification par les Etats-Unis, opposition exprimée cet été par un tiers des sénateurs : autrement dit, des difficultés s'annoncent puisqu'il faut les deux tiers du Sénat soit 67 sénateurs, pour la ratification. Cependant, cette manifestation d'opposition pourrait très bien être une manœuvre destinée à s'assurer un pouvoir de négociation face à la Maison Blanche, pour obtenir davantage en échange d'une ratification (cf. les négociations sur la ratification du traité New Start fin 2010, avec le même cas de figure, la même proportion d'opposants, qui ont finalement cédé en échange d'un engagement chiffré conséquent du président Obama sur la modernisation de l'arsenal nucléaire américain).

Par ailleurs, cet article montre aussi que certains républicains n'ont pas encore « mis à jour » leur lecture du système international : beaucoup conservent une lecture très années 90 (obsession de la souveraineté nationale, négation de l'intensification de l'interdépendance des nations dans le contexte de la mondialisation) alors même que le contexte a changé, tout particulièrement en Asie. Pour l'auteur, ce traité aura une influence sur l'évolution de la puissance américaine dans la zone Asie-Pacifique, car il favoriserait un traitement multilatéral et surtout pacifique des disputes territoriales opposant plusieurs pays à la Chine en particulier.

- **Brookings**, Vladimir N. Kolotov, "Russia's Views of the Security Situation in East Asia", September 2012

http://www.brookings.edu/research/opinions/2012/09/17-russia-east-asia-kolotov?cid=em_alert

Un article passionnant, par le directeur du département Extrême-Orient de l'Université de St-Pétersbourg, sur la Chine, le pivot américain et la relation US/Chine vus de Moscou. L'auteur se penche sur la transformation de l'architecture de sécurité en Asie, Asie du Sud-est tout particulièrement, et sur la place occupée par la Russie, qui n'a plus de contentieux territorial aigu avec la Chine depuis le début des années 2000. Il détaille également les instructions données par le président Poutine dans l'un de ses premiers décrets (mai 2012) : pour la région Asie-Pacifique, il s'agit « d'approfondir le partenariat stratégique avec la Chine, ainsi qu'avec l'Inde et le Vietnam ». Enfin, Vladimir Kolotov souligne qu'à Moscou, on s'inquiète bien davantage du « pivot américain » que des « colliers de perle de la Chine ».

- **Foreign Policy**, Michael O'Hanlon, "The Case for a Politically Correct Pentagon", September 18, 2012

http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/09/18/the_case_for_a_politically_correct_pentagon

Du politiquement correct dans le domaine militaire : au moins l'auteur, expert défense à la Brookings, annonce la couleur, puisqu'il s'agit ici essentiellement de corriger les effets

« dévastateurs » de l'annonce du pivot, non plus en Europe cette fois mais vis-à-vis de la Chine. En bref, O'Hanlon juge ce nouveau concept trop provocateur et propose de changer le nom en quelque chose de plus pacifique – mais, dans le même temps, il reconnaît la centralité de ce nouveau concept et propose de l'élever au rang de doctrine en vue de la préparation de la future QDR (2014), qui devrait occuper le Pentagone et la communauté de défense américaine dès fin janvier prochain.

- **The New York Times**, ANNIE LOWREY and MICHAEL COOPER, “With Tax Comments, Romney Wades Into a Conservative Rift”, Sept.. 19, 2012

<http://www.nytimes.com/2012/09/19/us/politics/romneys-anxiety-over-takers-conflicts-with-longtime-gop-stand.html>

Après la « gaffe » de Romney sur les « 47% d'Américains assistés », le *New York Times* s'est penché sur ces Américains critiqués par le candidat républicain, Américains qui ne paient pas d'impôt fédéral sur le revenu alors même qu'ils reçoivent de plus en plus de subsides de ce même Etat fédéral. Or il apparaît que ce sont justement les républicains qui ont favorisé la non-imposition des plus pauvres, alors que dans le même temps ce sont les administrations républicaines qui, depuis 1960, ont présidé aux plus importantes augmentations des montants versés par l'Etat pour les dépenses sociales (retraite, sécurité sociale pour les plus âgés et les plus pauvres, le tout représentant ce que les Américains appellent les *entitlements*, soit Social Security, Medicare et Medicaid). A noter également, une statistique intéressante : les Etats qui reçoivent davantage d'argent de Washington qu'ils n'en reversent en impôts sont devenus de plus en plus républicains ces dernières décennies...

- **The New York Times**, Thom Shanger, “U.S. and Japan Agree to Deploy Advanced Missile Defense System”, September 17, 2012

http://www.nytimes.com/2012/09/18/world/asia/u-s-and-japan-agree-on-missile-defense-system.html?_r=1&ref=global-home&pagewanted=print

A l'occasion de sa tournée en Asie en septembre, Panetta a annoncé un accord avec le Japon pour déployer un second radar sur le territoire japonais dans le cadre du développement de la défense anti-missile dans la zone. Cet effort américain dans le Nord-est asiatique se fait sur le même modèle que celui en train de se mettre en place dans le Golfe persique : en l'absence d'une structure régionale de sécurité comme l'OTAN pour l'Europe, les Américains travaillent sur la base d'accords bilatéraux, pays par pays. Et tout comme la Russie s'agace du bouclier européen, la Chine a manifesté son irritation face à cette nouvelle avancée, même si Japonais et Américains mettent en avant la menace nord-coréenne.

- **The New York Times**, William J. Broad, “U.S. Missile Defense Strategy Is Flawed, Expert Panel Finds”, September 11, 2012

http://www.nytimes.com/2012/09/12/science/us-missile-defense-protections-are-called-vulnerable.html?_r=2&hp&pagewanted=print

Toujours sur le thème de la défense anti-missile, il a beaucoup été question à Washington ces dernières semaines de la sortie d'un nouveau rapport, réalisé par un sous-comité de l'Académie nationale des Sciences et commandité par le Congrès. Au-delà des limites habituellement soulignées concernant la DAMB, le rapport renforce la position du parti républicain, en particulier la position défendue par les républicains du Congrès qui réclament un site sur la côte Est des Etats-Unis, et qui, plus largement, veulent revenir à la conception Bush/Rumsfeld de sanctuarisation du territoire national, alors qu'Obama avait développé une approche visant l'Iran et centrée sur défense du

territoire européen (défense de théâtre contre défense du *homeland*). Question : quelles conséquences et donc quel impact sur l'OTAN et les Européens ? C'est une question à suivre après les élections, car si Obama semble creuser son avance, l'issue au Congrès demeure plus incertaine.

- **CQ Weekly**, Jonathan Broder, "Old Policies for an Angry Era in the Middle East", Sept. 22, 2012

<http://public.cq.com/docs/weeklyreport/weeklyreport-000004157326.html>

Suite à la mort de l'ambassadeur américain en Libye, et aux événements récents au Moyen-Orient, le débat s'est à nouveau focalisé sur la région, et dans le contexte électoral à Washington, on a entendu nombre de propos violents, particulièrement sur la question de l'aide américaine aux pays de la région, propos venant essentiellement du côté républicain. Cet article revient sur les diverses prises de position, et montre le difficile réajustement politique de Washington, toujours en cours, depuis début 2011. Il montre en particulier les difficultés des Etats-Unis au Moyen-Orient, entre le tropisme ou l'inertie d'un « *business as usual* » qui n'est plus possible, et les prises de position extrêmes au Congrès sur l'aide étrangère, aux effets potentiellement dévastateurs.

- **Foreign Affairs**, Ray Suarez, "Latin Lessons: Who Are Hispanic Americans, and How Will They Vote?", September/October 2012

<http://www.foreignaffairs.com/articles/138020/ray-suarez/latin-lessons>

Excellent compte-rendu de lecture d'un ouvrage qui a analysé (à partir d'une grande étude réalisée fin 2006) les « latinos » aux Etats-Unis, un groupe particulièrement scruté en cette période électorale, étant donné son poids – actuel et futur – dans la population américaine. Toutes les questions sont abordées : politique, économie, religion, ethnicité, éducation... Captivant, d'autant que comme le souligne l'auteur, l'évolution de la situation politique, économique et sociale des Etats-Unis dans le prochain demi-siècle va reposer en grande partie sur le devenir de cette communauté, sur l'évolution de ses conditions économiques et de travail mais aussi de son positionnement politique et de son insertion dans la société américaine contemporaine.

- **The New York Times**, Bill Keller, "Nuclear Mullahs", September 9, 2012

http://www.nytimes.com/2012/09/10/opinion/keller-nuclear-mullahs.html?_r=1&ref=global-home

Voici un article peu courant ces temps-ci aux Etats-Unis, puisqu'il détaille les diverses options vis-à-vis de l'Iran pour conclure qu'il y a moins de risque pour les Etats-Unis à admettre l'idée d'un Iran nucléaire qu'à bombarder les installations iraniennes. Peut-être n'est-ce que du « *wishful thinking* » - ou ce qu'Obama aurait en tête une fois libéré de la contrainte de se faire réélire (on pense à la « communication » avérée entre l'administration actuelle et le *New York Times*, cf. les sources excellentes du journaliste David Sanger qui a révélé le cyber-programme contre l'Iran). A noter, l'auteur imagine aussi un Mitt Romney président pris d'une inspiration type « Nixon et la Chine ».

- **Foreign Affairs**, Aaron L. Friedberg, "Bucking Beijing: An Alternative U.S. China Policy", September/October 2012

<http://www.foreignaffairs.com/articles/138032/aaron-l-friedberg/bucking-beijing?cid=nlc-this-week-on-foreignaffairs-co-092712-bucking-beijing-3-092712>

Aaron Friedberg, professeur à Princeton et ancien de l'équipe de conseillers à la sécurité nationale du vice-président Dick Cheney, présente ici une feuille de route pour le prochain président, qui exprime

la position néoconservatrice sur la Chine et l'évolution des relations dans la région Asie Pacifique. Intéressant : où l'on voit que les néoconservateurs se distinguent des réalistes en ce qu'ils ne considèrent pas le conflit Etats-Unis/Chine comme inévitable. On retrouve ici des idées connues même si quelque peu amendées : même si l'auteur insiste, les Etats-Unis « ne doivent surtout pas se mêler de la transition du pouvoir en Chine », il plaide cependant pour que Washington investisse dans l'évolution de la société civile chinoise vers plus de liberté et de contestation du pouvoir en place. Autre idée « attendue », il est temps que le pivot américain se traduise concrètement d'un point de vue militaire, et la prochaine administration devra veiller à renforcer la crédibilité américaine dans la région, vis-à-vis de la Chine comme des alliés de l'Amérique en Asie du Sud-est tout particulièrement. Ce qui implique : reconnaître que le pivot est contre la Chine, de manière à pouvoir convaincre la population américaine des sacrifices nécessaires, en particulier pour financer une augmentation du budget défense qui permette de répondre au défi chinois.

Et j'ai le plaisir de présenter en *guest-star* ce mois-ci Aude Fleurant, directrice du domaine « Armement et économie de défense » à l'IRSEM, qui a sélectionné et commenté l'article suivant :

- ***Foreign Affairs***, Jonathan Caverley, Ethan B. Kapstein, "Arms Away: How Washington Squandered Its Monopoly on Weapons Sales", September/October 2012

<http://www.foreignaffairs.com/articles/138035/jonathan-caverley-and-ethan-b-kapstein/arms-away>

En cette période d'élection présidentielle, l'enjeu de la stratégie industrielle s'expose dans *Foreign Affairs*, via un article co-écrit par Jonathan Caverley et Ethan Kapstein, deux spécialistes connus du sujet. Dans *Arms Away : How Washington Squandered its Monopoly on Weapons Sales* ils défendent l'hypothèse que l'avantage compétitif des États-Unis dans le domaine de la production et de l'exportation d'armements classiques est en voie de disparaître, une idée plutôt surprenante compte tenu des annonces récentes de records de ventes militaires à l'étranger. Selon les auteurs, cette érosion progressive serait attribuable à trois grands facteurs : 1) une trop importante focalisation sur le développement de systèmes avant-gardistes et extrêmement coûteux que peu d'États sont aujourd'hui en mesure d'acquérir; 2) la mise au second plan, par le Pentagone, des critères de coûts dans la gestion des programmes dans le contexte d'expansion significative des budgets de défense des années 2000 et 3) ce qui est qualifié de « malédiction du monopole », soit la perception aux États-Unis, que les importateurs n'ont pas réellement d'alternative en matière d'approvisionnement dans le marché mondial. Cette combinaison d'éléments aurait ainsi mené les pays qui se satisfont d'armes de qualité moins sophistiquées et à des coûts raisonnables à chercher à diversifier leurs bases de fournisseurs, ce qui se serait fait au détriment de l'offre américaine.

Pour Caverley et Kapstein, cette situation ne pose pas uniquement un problème à l'industrie nationale. Elle remet également en cause un volet majeur de la politique étrangère du pays. Depuis la guerre froide, l'exportation d'armement est considérée comme un levier important par la Défense et par le secrétariat d'État pour à la fois contrôler certains risques à la sécurité nationale en maîtrisant l'approvisionnement des importateurs, et pour promouvoir plus globalement les intérêts américains. Dans cette perspective, la diversification actuelle de la base mondiale de fournisseurs d'armement nuit concrètement à l'influence de Washington. Pour corriger le tir, les auteurs préconisent d'abord une approche tirant parti de l'importante capacité de R&D militaire du pays et des économies d'échelle que lui permettent ses séries de production pour développer une offre d'équipements moins coûteux destinés à l'exportation, vendus avec le sceau « made in America ». Ils estiment ensuite que Washington devra être plus ouvert à la réciprocité et importer davantage qu'il ne le fait actuellement. La question est maintenant de savoir si leurs recommandations attireront l'œil des décideurs.